



LA CHRONIQUE DE
VIRGINIE TOURNAY

COMBATTRE AVEC DES CARICATURES

Face aux menaces contre la liberté d'expression et la laïcité, l'attitude des enseignants dépend de l'organisation de leur établissement et de la confiance en leur hiérarchie.



L'insoutenable est arrivé le 16 octobre avec l'assassinat d'un professeur de collège dans les Yvelines par un fanatique. Samuel Paty fut victime auparavant d'une campagne de dénigrement sur Twitter pour avoir montré des caricatures de Mahomet à ses élèves, et sa décapitation fut également revendiquée sur ce réseau social.

L'histoire de la liberté d'expression face aux religions n'a jamais été un long fleuve tranquille, mais le combat ne se livre plus sur le seul terrain des valeurs. Depuis quinze ans, la prolifération des échanges en ligne a généralisé l'extraction de toute parole publique de son contexte. L'affaire Mila, du nom de l'adolescente ayant reçu plusieurs dizaines de milliers de menaces de mort pour avoir critiqué l'islam en janvier dernier sur Instagram, en est la parfaite illustration. Quels seront les effets de ce terrorisme sur le comportement des éducateurs ?

Si plus personne ne doute que les réseaux sociaux sont une caisse de résonance du harcèlement, c'est surtout leur

capacité à retirer les propos de leur contexte d'expression qui pose un redoutable défi démocratique. Outre la montée en épingle des dessins de *Charlie Hebdo* mettant en cause la liberté de conscience, le danger social d'une pression virale à la censure réside à la fois dans l'élargissement brutal de son public cible et la disparition des intermédiaires qui tempèrent

Les enseignants seront davantage reconnus comme lanceurs d'alerte

les contenus. Avec le harcèlement en ligne de Samuel Paty, d'un problème propre à un établissement de l'Éducation nationale, on passe à un problème public qui touche les institutions et les valeurs fondamentales de la République.

En première ligne, des professeurs chargés de l'enseignement moral et

civique ont déjà eu à réclamer la protection de leur hiérarchie administrative. Le silence de certains services de l'État à tenir compte de ces signaux s'est répercuté sur le comportement de son personnel. Le socioéconomiste américain Albert Hirschman identifie en situation de crise trois formes possibles d'attachement de l'agent à son établissement : la défection (*exit*), la prise de parole (*voice*) ou le *statu quo* (*loyalty*). Certains enseignants évitent ainsi de recourir aux caricatures des religions ; d'autres, au contraire, protestent contre la réprobation de parents d'élèves, quitte à devoir se justifier vis-à-vis de leur hiérarchie ; d'autres encore, restant dévoués à l'institution, ne modifient rien à leur pratique bien qu'ils aient conscience des conditions difficiles de travail.

Ces trois attitudes coexistent dans un même corps professionnel, mais leur proportion dépend d'une *économie de la proximité*. Par exemple, les politiques managériales parvenant à créer un sentiment d'appartenance, comme on l'observe dans les « grandes écoles », favorisent l'expression active des employés sur le modèle du *voice*. En revanche, un établissement scolaire rongé par des problèmes d'insécurité encourage les attitudes d'*exit*, ou du *#pasdevague*, *hashtag* apparu à la suite du braquage d'un professeur en 2018. Loin de dépendre des seules valeurs, le rapport du corps enseignant à son administration est lié à des paramètres organisationnels.

Les actes de violence intérieure tels que l'assassinat par un islamiste de Samuel Paty déstabilisent en profondeur la confiance dans les organes d'État, qui n'est alors plus compensée par une économie de la proximité. Ce drame permet néanmoins aux enseignants d'acquérir un statut plus officiel de lanceurs d'alerte sur les obstacles rencontrés dans la formation à la laïcité. Instituer la liberté d'expression par la caricature en promouvant les *voice* suppose de réformer jusqu'à la salle de cours avec des leviers d'action pour le personnel exposé. On ne met pas fin à la terreur par de simples lois. ■

VIRGINIE TOURNAY, biologiste de formation, est politologue et directrice de recherche du CNRS au Cevipof, à Sciences Po, à Paris.